

Mise en contexte

Le Comité patronal de négociation pour les centres de services scolaires francophones (CPNCF) joue un rôle central dans la négociation des matières sectorielles (exemple : organisation du travail, mouvements de personnel, sécurité d'emploi, etc.) des ententes nationales et des conventions collectives du personnel enseignant, professionnel et de soutien des centres de services scolaires francophones.

Le CPNCF est actuellement à la recherche de candidatures afin de pourvoir un ou des postes de négociatrices ou négociateurs/conseillères ou conseillers en relations du travail pour le personnel enseignant, professionnel et de soutien. Plus précisément, cette personne représentera le ministère de l'Éducation (Ministère) dans divers comités en plus d'être affectée à une table de négociation lors du renouvellement des conventions collectives et ententes nationales 2023-2028. La personne travaillera en étroite collaboration avec la Direction générale des relations du travail (DGRT) du Ministère. À cet effet, la DGRT joue un rôle majeur dans la négociation des conventions collectives du personnel syndiqué du réseau scolaire en plus d'être une référence au Ministère en matière de conditions de travail du personnel scolaire.

En vous joignant au CPNCF, vous aurez l'occasion de contribuer à la négociation des conditions de travail du personnel scolaire qui œuvre dans le réseau scolaire québécois. Votre expertise et votre apport aux tables de négociation auront un impact direct sur la qualité des services qui sont offerts aux élèves et sur l'avenir de l'éducation au Québec.

Vous aurez également l'opportunité de faire partie d'une grande équipe patronale de professionnels d'expérience, dynamiques, engagés et reconnus pour leur expertise et leur grand sens de la collaboration. Vous serez appelé à représenter les intérêts du gouvernement et du Ministère dans divers projets et comités où les impacts à l'égard des relations du travail du personnel scolaire peuvent être considérables.

Nature du travail et attributions

Votre quotidien sera varié, stratégique et stimulant. Vous serez appelé à analyser des enjeux complexes en matière de relations du travail, à participer aux négociations nationales et à conseiller les autorités ministérielles sur des dossiers sensibles et déterminants.

La personne titulaire de l'emploi réalise des travaux d'analyse et de recherche relativement aux conditions de travail du personnel scolaire des centres de services scolaires. Elle participe activement aux travaux de l'équipe patronale des tables de négociation du personnel scolaire ainsi qu'à des comités de travail et rencontres avec la partie syndicale en agissant à titre de conseillère ou conseiller à la négociation.

Plus précisément, la personne titulaire de l'emploi sera appelée à :

- Produire des analyses en matière de conditions de travail du personnel enseignant, professionnel ou de soutien en fonction de problématiques soulevées et élaborer des solutions susceptibles de rallier les parties concernées, et ce, dans le respect des orientations gouvernementales et ministérielles en vigueur;
- Contribuer à la préparation de l'argumentation au soutien des propositions patronales ainsi qu'à la conception et au développement des stratégies de négociation compatibles avec l'atteinte des objectifs patronaux;
- Procéder à l'analyse des demandes syndicales et formuler des recommandations aux autorités;
- Participer activement aux rencontres préparatoires patronales ainsi qu'aux rencontres avec la partie syndicale lors du renouvellement des conventions collectives du personnel scolaire 2023-2028;
- Participer à la rédaction des textes des conventions collectives qui en découlent;
- Participer à la mise en œuvre des conventions collectives en vigueur;
- Assurer un rôle-conseil auprès du Ministère et de la DGRT en matière de relations du travail à l'égard du personnel enseignant, professionnel ou de soutien.

Profil recherché

- Détenir une formation de niveau universitaire en enseignement, relations industrielles, ressources humaines, droits, ou toute autre formation jugée pertinente;
- Avoir une connaissance des encadrements législatifs en droit du travail, tels que la *Loi sur la négociation et la détermination des conditions de travail requérant une coordination nationales notamment dans les secteurs public et parapublic*, le *Code du travail*, la *Loi sur les normes du Travail* et la *Loi sur la Santé et la sécurité du travail*;
- Avoir une bonne connaissance du réseau scolaire québécois;
- Démontrer un sens politique développé;
- Communiquer avec aisance, tant à l'orale qu'à l'écrit;
- Posséder un bon esprit d'analyse et faire preuve de rigueur;
- Avoir une bonne capacité à travailler sous pression;
- Faire preuve d'une grande autonomie dans l'organisation, la planification et la réalisation de son travail;
- Posséder une bonne connaissance des outils usuels de la suite Office.

Le fait d'avoir de l'expérience pertinentes en relations du travail et des connaissances relatives aux ententes nationales et/ou aux conventions collectives du personnel scolaire constituent un atout important.

Même si elles ne répondent pas à l'entièreté des critères, nous encourageons les personnes possédant un parcours diversifié à postuler.

Conditions de travail

Deux options possibles :

1. Advenant que la personne choisie travaille actuellement dans le réseau scolaire, un prêt de service pourra être envisagé et les modalités feront l'objet de discussions spécifiques. Les conditions de travail sont maintenues pour la personne en prêt de service.
2. Advenant que la personne choisie ne travaille pas dans le réseau scolaire, les conditions de travail applicables sont celles qui sont en vigueur pour les conseillères et conseillers en gestion des ressources humaines au Gouvernement du Québec :
 - La rémunération pour ce poste est celle prévue aux échelles de traitement en vigueur, selon l'expérience et la scolarité de la personne titulaire;
 - La participation au régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE);
 - Une compensation pour l'absence d'assurances collectives;
 - 13 jours de congés fériés et 20 jours de vacances par année.

Le travail s'effectuera en mode hybride, combinant télétravail et présentiel.

Poste situé au 1035, rue De La Chevrotière (Québec) (Édifice Marie-Guyart) ou au 1410, rue Stanley (Montréal).

Lors de la période intensive de négociations, la personne titulaire doit être en mesure de se déplacer dans les bureaux de Montréal et/ou Québec en plus de travailler en dehors des heures habituelles, lorsque requis.

Poste à temps complet.

Candidatures

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitæ ainsi qu'une lettre expliquant leur intérêt d'ici le 19 juin, avec la mention DGRT-2026-CV, à l'adresse suivante : cpncf@education.gouv.qc.ca.

Pour des questions spécifiques sur le poste, vous pouvez écrire à l'adresse rlt@education.gouv.qc.ca; une personne prendra contact avec vous.

Nous remercions toutes les personnes candidates pour leur intérêt, toutefois, seules les personnes retenues seront contactées.